

**CERCLE ANDREW YOUNG**

**Paris 13 avril 2012**

Université américaine de Paris

Sujet : « La nouvelle place de l'Afrique sur l'échiquier international et les nouvelles relations des pays africains »

**L'AFRIQUE PRE-EMERGENTE :**

**refondation, diversification et économie de proximité**

Dr Yves Ekoué Amaïzo, Ph D, MBA

Directeur Afrocentricity Think Tank

yeamaizo@amaizo.info

Consultant International en management, économie et géostratégie

13 avril 2012

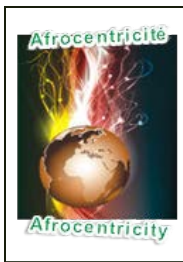
**1. L'Afrique subsaharienne se réveille sans inclusivité**

Il faut croire que l'Afrique subsaharienne (ASS) décolle au plan économique mais la répartition des fruits de la croissance ne profite pas à tous. La croissance du produit intérieur brut par habitant en ASS a chuté, passant de 4,9 % en 2004 à 2,9 % en 2011 avec des prévisions à 3,5 % en 2012<sup>1</sup>. L'ASS doit retrouver le rythme de croissance inclusive pour les populations, supérieur à ses performances de 2004, pour avoir des chances de maintenir une croissance soutenue et sortir de sa situation de pré-émergence actuelle.

**2. Au-delà de l'organisation postcoloniale**

L'Afrique postcoloniale est en train de s'émanciper. Il y a ici et là des velléités de gouvernance du statu quo, souvent téléguidées par quelques anciennes puissances coloniales. Mais c'est le peuple africain, la société civile dans son ensemble qui commence à se fixer ses propres règles. Une de ces règles est que dans les constitutions africaines, les dirigeants ne doivent pas rester au-delà de deux mandats. Ainsi, des pays comme le Ghana, le Cap-Vert, la Zambie sont devenus des champions de l'alternance démocratique et pacifique. La vérité des urnes conduit à faire émerger des dirigeants responsables. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas partout. Il y a encore de nombreuses fausses démocraties que l'on appelle « *démocraties* ». Le Togo, le Gabon, la République démocratique du Congo, le Kenya ou le Zimbabwe sont quelques exemples où la communauté internationale a préféré « *laisser faire* », et s'accommoder d'une démocratie empiétée.

A côté de ces deux extrêmes, il existe des pays où rien ne semble changer avec des élections qui se gagnent dès le premier tour avec des contre-vérités des urnes manifestes, comme au Cameroun au Tchad, au Burkina-Faso, en Centrafrique, au Congo. L'argent lorsqu'il coule à flot permet aussi des élections conviviales comme en Angola ou en Guinée Equatoriale. Le changement en profondeur est venu de l'Afrique du Nord avec l'exemple du « *printemps arabe* », notamment l'alternance révolutionnaire réussie de la Tunisie ou les changements en cours en Egypte où le peuple a compris que les principaux



**AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE**

usurpateurs du pouvoir demeurent l'armée, une armée qui travaille d'abord pour se perpétuer au pouvoir.

**3. Retour de la confiance entre le peuple et les dirigeants africains**

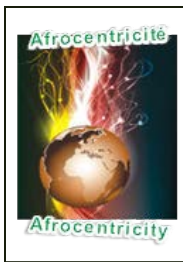
C'est donc bien le retour de la confiance, entre le peuple et ses dirigeants<sup>2</sup>, qui constitue la nouvelle forme de lutte des Africains pour un mieux-être et une liberté retrouvée. Cette soif de liberté dépasse même les partis d'opposition qui continuent pour l'essentiel à ne pas proposer des alternatives économiques ou d'organisation sociale mais à simplement croire qu'il suffit de prendre la place des autocrates pour que les solutions fassent consensus. Non, c'est bien tout un tissu d'institutions autonomes, critiques mais constructives qui va émerger d'ici à 2020 et contribuera alors à l'accélération de la croissance économique et un meilleur partage des fruits de la croissance économique en Afrique.

La société civile africaine, et plus particulièrement les jeunes et les femmes, sont en rupture avec une ancienne Afrique. Cette Afrique ancienne qui se soumet aux diktats des institutions de la communauté internationale ne défendant en priorité que les intérêts des pays occidentaux. Cette Afrique postcoloniale fonde le développement sur une société inégalitaire où concussion, corruption, achat des allégeances, clientélisme et partage des prébendes sont devenus les éléments d'un sport national érigé en mode de redistribution des richesses nationales. Une Afrique des traditions où le « *vieux ou l'ancien* » a systématiquement raison alors qu'il ne comprend rien à la société des nouvelles techniques de l'information et de la communication et ne peut donc plus conseiller valablement dans certains secteurs clés de l'économie africaine. Mais ne plus accepter tout ceci ne signifie pas que le changement soit automatique. Les dirigeants doivent alors pouvoir émerger des vérités des urnes et avoir une marge de manœuvre politique et économique. Il faut donc plus que la démocratie. Il faut l'adhésion, l'active participation de la société civile africaine. Cela ne pourra se faire qu'avec une croissance économique retrouvée et une prise de conscience sur un développement qui protège et préserve l'environnement. Cette Afrique-là est en émergence.

**4. Diversification et nouvelles opportunités**

De nouveaux horizons s'ouvrent avec les pays émergents, notamment la Chine qui réalise, en moins de 10 ans, ce que 50 ans de postcolonie n'ont pas réalisé en Afrique. C'est aussi une forme de co-développement alternatif qui tend à voir le jour sur la base des anciens concepts de « *non-alignement* » ou de neutralité chère à un pays comme l'Autriche. Les nouveaux horizons font entrer en compétition les anciens « *pré-carrés occidentaux* » et font douter les chasses gardées économiques et politiques de la « *françafrique* ». C'est donc bien une gouvernance responsable et la diversification de l'économie, encore trop dépendante de quelques matières premières non transformées en Afrique, qui vont ouvrir grand l'Afrique à de nouveaux partenaires étrangers. Il faut donc une autre forme de leadership, héritée de la gouvernance africaine d'avant les invasions coloniales. Il n'est pas sûr cela se fera sans heurts compte tenu des intérêts et les ingérences de pays riches et de sociétés occidentales en Afrique.

**5. Entre migration et intégration**



## **AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE**

Si les politiques d'immigration en Occident et en Europe en particulier reposent essentiellement sur l'intégration sans responsabilité au sein des pays d'accueil, il est évident que la Diaspora africaine est sous-utilisée et méconnue. Le problème est que les pays africains eux-mêmes ne veulent pas voir cette Diaspora rentrer en Afrique pour prendre les rares postes qu'une certaine élite gouvernementale se partage. La Diaspora est donc prise en tenaille et finit par envoyer, massivement d'ailleurs, une partie importante, près de 35 %, de son épargne en Afrique pour soutenir la consommation et sortir les autres membres de la famille d'une pauvreté parfois abjecte.

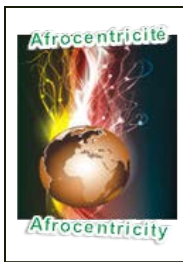
La Diaspora commence d'ailleurs à s'organiser pour devenir un contre-pouvoir effectif et efficace. Elle a été reconnue par l'Union africaine comme la 6<sup>e</sup> région d'Afrique mais peine encore à trouver des dirigeants pour lui accorder les postes et budgets lui revenant de droit. Certains pays comme le Togo refusent d'ailleurs de compter la Diaspora dans le recensement de leur population et préfèrent déclarer que le nombre de la Diaspora est inconnu. De même, la politique de l'intégration en « occident » se fait de manière sélective. Ne sont intégrés que les étrangers dont le pays d'accueil a besoin et les autres, en situation légale ou illégale, sont en fait discrètement ou parfois ouvertement, pousser au retour. Tout ceci relève d'un manque de vision stratégique sur une politique intelligente d'une migration circulaire.

### **6. Apprendre à ne pas croire toutes les prévisions**

Le dernier rapport de la Banque mondiale intitulé «*Perspectives pour l'économie mondiale 2012*» publié le 18 janvier 2012 ne fait plus dans la langue de bois. L'Afrique soutiendra la croissance mondiale en 2012 : la zone euro ne le pourra pas. L'économie mondiale est en train de s'installer dans une instabilité durable, ce qui va engendrer des incertitudes en 2012 compte tenu des conséquences du ralentissement de la croissance des principaux pays émergents (BRICS) notamment le Brésil, l'Inde et dans une moindre mesure la Russie, l'Afrique du sud et la Turquie. La Banque mondiale fait un petit mea culpa car ses prévisions de juin 2011 étaient beaucoup trop optimistes et elle croyait malgré tout dans la «*bonne gouvernance*» des pays riches, les principaux membres du conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Ces prévisions viennent d'être réduites de 1,1 %. Du coup, en 2011, la croissance économique mondiale ne serait plus que de 2,5 % en 2012 suite à celle de 2011 complètement révisée à 2,7 %. Donc les incertitudes ont été telles que la Banque mondiale a offert des prévisions erronées. Cela veut surtout dire que suite à la crise de liquidité, de solvabilité liée à une dette souveraine en augmentation rapide, les mesures de redressement prises par les dirigeants européens collectivement ne sont pas de nature à relancer la croissance économique rapidement. L'emploi ne sera pas au rendez-vous.

### **7. Relocalisation des industries et capacités productives**

Trop d'austérité, le refus de laisser le Fonds monétaire international intervenir directement et de manière indépendante en zone euro et trop de laxisme sur les arbitrages des dirigeants des banques européennes ont contribué à un ralentissement généralisé qui pourrait d'ailleurs, si l'on n'y prête garde se transformer en un début de récession économique. Pourquoi ? Les pays riches industrialisés, de



## AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE

manière dogmatique, continuent de croire que l'économie de proximité est une aberration alors que c'est la solution tant en Afrique qu'en Occident. Même le « *candidat* » Barack Obama a intégré dans son programme de campagne la « *relocalisation* » des capacités productives aux Etats-Unis<sup>3</sup>. Il ne faut pas délocaliser mais soutenir les entreprises investissant dans la proximité, et attirer celles souhaitant relocaliser dans les pays d'origine, ce qui n'exclue nullement des partenariats intelligents permettant de trouver des solutions intelligentes à l'immigration par un système de migration circulaire. Il s'agit donc de reposer la solution africaine sur l'économie de proximité

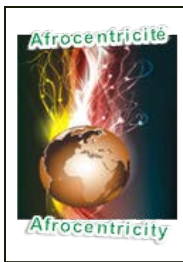
### 8. Risques de fléchissement généralisé de la demande mondiale

Mais les réalités sont tenaces. Avec une prévision de 1,6 % de croissance des pays à revenu élevé (pays riches) en 2012, la zone euro pourrait se retrouver dans le rouge avec une croissance négative de -0,5 % avec un rebond possible en 2013 à 0,8 %<sup>4</sup>. Les demandes des pays riches fléchissent et du coup le commerce mondial diminue avec comme conséquence indirecte une diminution globale des prix des produits de base, même si le consommateur ne s'y retrouve pas. Le volume des échanges mondiaux qui s'est situé à 12,7 % en 2010 est tombé à 6,9 % en 2011 et ne devrait pas dépasser les 3,8 % en 2012.

Si jamais cette baisse de la demande dans les pays riches atteint les pays émergents, ce qui n'est pas une hypothèse d'école, alors les pays en développement, les pays africains en particulier, devraient s'attendre à une détérioration de leur recettes basées uniquement sur la non-transformation des matières premières. Si les pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Turquie et peut-être Chili) voient leur situation se dégrader, alors oui, 2012 risque d'être difficile pour une Afrique qui continue à s'inscrire dans la division mondiale du commerce sans apporter de valeur ajoutée à ses produits et services.

Après les deux crises majeures du premier semestre 2008 en Afrique (crises pétrolière et alimentaire) avec comme conséquences la hausse des prix de ces matières premières et les demandes différées des pays occidentaux empêtrés dans les crises des dettes souveraines et les déficits budgétaires financés par le secteur privé au lieu de la Banque centrale, l'Afrique verra ses principales ressources non génératrices d'endettement se réduire. Il s'agit de l'investissement étranger direct, l'investissement en portefeuille, les dons, les transferts d'argent de la Diaspora et le solde de son commerce extérieur qui vont rétrécir à l'aune de la capacité des pays riches donateurs à trouver des solutions pérennes à leurs dettes publiques. La récession probable dans les pays à revenu élevé devrait conduire l'Afrique à diversifier en amont ses marchés si elle ne veut pas subir les contrecoups du ralentissement prolongé des économies de l'Union européenne et des Etats-Unis. La résilience de l'économie africaine ira alors de pair avec celle des pays émergents<sup>5</sup>. L'improvisation économique n'est plus possible<sup>6</sup> au risque pour l'Afrique de retomber dans les périodes sombres de croissance négative ou molle des années 1980.

### 9. L'Afrique doit augmenter sa marge de manœuvre économique



## AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE

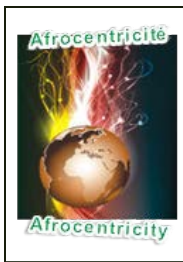
Si cette Afrique des gagnants se réveille, et si les dirigeants gestionnaires du statu quo finissent par comprendre que l'amateurisme peut leur faire perdre leur pouvoir, alors peut-être que le déclic se fera. Il y a donc beaucoup de « si »... C'est cela l'incertitude. Pourtant, les faits sont là. A côté des pays qui auront le taux de croissance économique le plus élevé en 2011 comme la Chine, de l'Inde et du Vietnam, il y aura sept pays africains qui se situeront autour de 7 % : Congo, Ethiopie, Ghana, Mozambique, Nigeria, Tanzanie, Zambie<sup>7</sup>. Toutefois les inégalités y demeurent importantes et le taux de chômage élevé.

Pour retrouver une meilleure redistribution du pouvoir d'achat, L'Afrique devrait se concentrer sur l'économie de proximité, développer ses capacités productives en misant sur la transformation de ses produits et une promotion du commerce intra-africain comme soutien à la création de richesse au service des Africains. En attendant, l'Afrique qui a pu accumuler des réserves suite aux dernières années d'amélioration de sa croissance économique devrait trouver en interne les moyens de financer ses déficits budgétaires et si possible de ne pas les aggraver en 2012. L'Afrique ne peut se permettre de couper de nouveau dans les dépenses affectées à l'amélioration des infrastructures, de la mise à disposition de l'énergie y compris les énergies renouvelables et l'amélioration des dépenses de santé et de protection sociale. Car il faut d'abord être en bonne santé pour pouvoir travailler et créer de la richesse. Bref, c'est la demande intérieure qui sauvera l'Afrique, encore faut-il que le niveau de corruption et d'impunité diminue. Pour y arriver, il y a besoin d'une refondation de la confiance, une diversification des produits et services offerts et une stratégie donnant la priorité à l'économie de proximité et aux capacités productives.

### 10. Démocratie : entre le bipartisanisme africain et le modèle autrichien

Mais, ne faut-il pas peut-être réconcilier la frange de ceux qui dominent la société africaine avec leur Peuple ? Les dirigeants africains légitimés par une partie de la communauté internationale mais pas par leur population ne pourront pas se contenter de gérer sans que le rétablissement de la vérité des urnes ne finisse par se faire par la rue, comme ce fut le cas pour le Peuple Tunisien au cours du Printemps arabe de 2011.

Pourtant l'Afrique a des concepts qui permettent de résoudre les différends. Il s'agit de la palabre africaine intelligente qu'il convient de réapproprié notamment par la Diaspora africaine. Car les alternances politiques doivent pouvoir se faire de manière pacifique comme c'est le cas en Autriche. Alors peut-être que la nouvelle approche du « bipartisanisme » du Président Barack Obama qui peine encore à l'imposer aux Etats-Unis, pourrait faire partie de la solution. Il s'agit de ce qu'il convient de l'adapter et d'introduire le *bipartisanisme africain* une approche fondée sur la dissuasion et le respect mutuel. Une telle approche devrait éviter les confrontations dans la rue et à fortiori les coups d'état militaires ou constitutionnels, et donc que le sang des Africains soit encore versé pour des raisons électorales. La solution « occidentale » en Côte d'Ivoire et en « Libye » ne fait pas honneur à ceux qui prônent le règlement des conflits électoraux par des moyens pacifiques. Ces approches ne sont d'ailleurs pas pérennes.



## AFROCENTRICITÉ GROUPE D'INFLUENCE

Concrètement, il serait question d'inscrire dans les constitutions africaines que les partis majoritaires, en cas de victoire, doivent s'assurer que les partis minoritaires représentatifs soient présents dans le gouvernement de coalition. C'est plus qu'un gouvernement d'union nationale. C'est un gouvernement responsable ! C'est peut-être ce modèle que l'Autriche a suivi avec les séries de « *grande coalition* » qui a assuré la stabilité et la prospérité de ce pays. L'Afrique peut donc s'inspirer du modèle autrichien, ce d'autant que l'Autriche n'a aucun antécédent colonial et reste ferme sur ses positions de non-reconnaissance des démocraties usurpées en Afrique. C'est cela qui fonde l'avenir des générations futures.

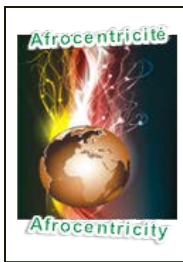
### 11. Etre un partenaire efficace pour organiser un nouveau partenariat

Dans un contexte multilatéral dominé par une approche duale variant entre le multi-bilatéralisme (multi-bi) et le multilatéralisme des grands blocs, l'Afrique doit s'organiser en tant qu'Afrique, c'est-à-dire au plan continental, ou à défaut au niveau des grands groupes régionaux, pour peser. S'organiser signifie un système de prise de décision démocratique, transparent et prévisible au niveau sous-régional et demain au niveau continental. Ne pas le faire et continuer à s'organiser comme un partenaire avec les Etats hérités du découpage colonial et souvent en zone francophone dépendant encore beaucoup trop de l'ex-métropole, relève d'un manque de stratégie et d'une erreur. Les marchés l'ont compris, les multinationales aussi et en profite. Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer les groupes armés qui, sous le couvert de rébellion ici et là, avec ou sans le soutien actif ou discret des mêmes puissances privées ou publiques au plan mondial, sont en train de refonder la pouvoir africain aujourd'hui, quand il ne s'agit pas tout simplement de faire lever l'intangibilité des frontières coloniales en Afrique. Il n'y a donc pas de partenariat pour l'Afrique dans un contexte multilatéral sans une organisation interne de l'Afrique.

Il est d'ailleurs proposé de retrouver des voies opérationnelles pouvant mener à l'avènement des « *Etats-Unis d'Afrique* » souhaité depuis 1948 par Cheik Anta Diop<sup>8</sup>, repris par Kwame N'Krumah en 1963 et d'autres plus récemment. L'Afrique continentale ou régionale doit d'abord réorganiser sa légitimité sur la base de la vérité des urnes et structurer le retour de sa marge de manœuvre économique. Ces deux préconditions doivent permettre autant d'avoir une place nouvelle, et à part entière dans le G20 et dans les institutions internationales où se décide son avenir à son insu. L'Afrique doit refuser collectivement de continuer à avoir une place « entièrement à part », souvent simple observateur, dans les instances décisionnelles internationales. Mais quelle crédibilité si collectivement, les Etats Africains restent incapables de s'unir sur l'autonomie économique et financière de leur institution continentale qu'est l'Union africaine ? Peut-être que le concept même d'Union africaine fait ombre à l'Unité des Africains ? Alors, peut-être qu'il faudra trouver un concept intermédiaire plus rassembleur et crédible. Pourquoi pas l'interdépendance africaine pour fonder le nouveau partenariat africain des blocs régionaux, l'émergence d'une fédération africaine, au moins au niveau sous-régional ? YEA.

---

<sup>1</sup> IMF (2011). *Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa: Sustaining the Expansion*, October, IMF: Washington D. C., p. 70.



- 
- <sup>2</sup> Yves Ekoué Amaïzo (2010) (sous la dir.). *L'Union africaine freine-t-elle l'unité des Africains ? Retrouver la confiance entre les dirigeants et le peuple-citoyen*, avec une préface de Aminata D. Traoré, éditions Menaibuc : Paris.
- <sup>3</sup> Barack Obama (2012). "President Obama's State of the Union Address", 25<sup>th</sup> January 2012, in *The New York Times*, see < [http://www.nytimes.com/2012/01/25/us/politics/state-of-the-union-2012-transcript.html?\\_r=1&scp=3&sq=state%20of%20the%20union%20speech&st=cse](http://www.nytimes.com/2012/01/25/us/politics/state-of-the-union-2012-transcript.html?_r=1&scp=3&sq=state%20of%20the%20union%20speech&st=cse) accessed 7<sup>th</sup> February 2012; Mr. Barack Obama "wants manufacturing to bring back. He wants manufacturing to come back to America and allow companies succeed. He wants to change the tax code. He doesn't want tax deductions for outsourcing jobs, but companies that bring jobs in America. Lower taxes for companies that choose to allow jobs to stay in America is his motto. A high tech manufacturing system domestically desires a tax deduction according to the President. He wants to help poorer companies as well. He wants to reward companies to preserve jobs in America".
- <sup>4</sup> IMF (2012). *World Economic Outlook, Update 24 January, 2012*, IMF: Washington D. C., p. 2.
- <sup>5</sup> Yves Ekoué Amaïzo (2010). *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, éditions Menaibuc : Paris.
- <sup>6</sup> Kako Nubukpo (2011). *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du Coton au Franc CFA*, éditions Karthala : Paris.
- <sup>7</sup> Sanou Mbaye (2012). « Décollage africain, marasme sénégalais », in *Le Monde Diplomatique*, février 2012, p. 17.
- <sup>8</sup> Diop, Cheick Anta (1948). « Quand pourra-t-on parler d'une Renaissance africaine ? », in *Le Musée Vivant*, n<sup>o</sup> spécial, novembre, pp. 57 – 65.